



NUEVIÈME ANNÉE

73
ANNÉE 1860.

NOMBRE 18

10 SEPTEMBER 1860
PUBLICITE
TAHITI

MESSAGER de TAHITI.

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie Orientale.

On s'abonne à l'imprimeur
Prix — 18 f. par an
10 pour 6 mois
6 pour 3 mois
Payables d'avance.

DIMANCHE 29 AVRIL.

TE VEA NO TAHITI.

Annonce 1 f. la ligne.
Annonces répétées moitié
prix.
Au comptant.

TAPATI 29 APRÈS-MIDI.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté autorisant la distillation et réglant les conditions auxquelles est soumis l'exercice de cette industrie.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Faits divers. De Saint Louis à Sacramento. — Mouvements du Port de Papeete. — Meteorologie. — Tableau d'abattage. — Observations météorologiques.

FEUILLETON. — Une chienne d'habitude ou histoire d'un gognard d'eau salée.

PARTIE OFFICIELLE.

Nous Commandant Particulier, Commissaire Impérial p. 1.

Vu les lois indigènes de 1848;

Vu l'arrêté du 31 Janvier 1857 (1) accordant l'autorisation de distiller les alcools à un Résident de Tahiti;

Vu les arrêtés des 15 avril 1857 (2) et 15 juin 1859 (3) sur la fabrication du sucre et des rhums en tahis;

Vu l'arrêté du 22 août 1857, accordant des primes, savoir :

1.000 francs (*mille francs*), pour toute personne qui défrichera quatre hectares de terrain et les plantera en cannes à sucre, en culture, ou en coton.

50 francs (*cinqante francs*), par tonneau à l'expédition du sucre;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1860, fixant à 0 f. 20 c. par litre le droit réduit à payger, sur les rhums et-tahas fabriqués à Tahiti;

Considérant que tous les avantages faits à la production du sucre suffisent au filtre développement de l'industrie saccharine, sans qu'on soit obligé de lui accorder aucune autre industrie, qui demanderait à s'établir dans les Etats du Protectorat;

Considérant cependant, que les lois indigènes exigent que nous extirpons de toute garantie possible au bon ordre et à la morale publique, la fabrication des alcools. De l'avis du conseil d'administration,

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance royale du 28 avril 1843.

(1), (2), (3). Voir les pages 24 et 25.

FEUILLETON.

UNE CHIENNE D'HABITUDE.

OU

HISTOIRE D'UN GOGNARD D'EAU SELÉE.

Suite.

IV.

LE RATELOT D'UN MATELOT.

Certes, il fallait que l'honnête quartier-maître se fût bien sagement comporté depuis le départ de l'île d'Aix pour avoir conservé ses galons de caporal. Maintenant, sans qu'il en fût rien, une lourde accusation du capitaine d'armes pesait de plus contre lui; l'âge avait entendu un discours de Martello à une réunion de camarades, sous le petit tillac, pendant une nuit noire. On connaît l'unique sujet sur lequel pouvait porter le tacsonique quartier-maître, il n'avait de verve que contre le dévouement. Il donna donc une seconde édition de sa terrible allocution aux pêcheurs et matelots de la *Baleine d'or*. Seullement, cette fois, il ne se *cita* point comme exemple, il *exprima* à saint Paul la forme de l'église aux Corinthiens:

— Je sais un matelot, dit-il qui a été à l'eau et au feu, qui s'est plongé les bras dans l'huile bouillante et qui a sauvé plus de dix hommes en diverses occasions, etc...

Mais Michel n'ajouta point comme l'apôtre: — Je puis me glorifier d'être cet homme-là...»

ARRÊTOUX :

Arr. 1^e. — La distillation des cannes à sucre est autorisée dans l'île de Tahiti, sauf qu'il soit nécessaire au préalable de fabriquer du sucre.

Est levée la défense de distiller le veson, inscrite à l'arrêté du 15 avril 1857.

Arr. 2. — Les produits de cette distillation ne pourront se vendre sur place, qu'après avoir acquitté, par l'acheteur, la taxe réglée par l'arrêté sus-visé du 20 janvier 1860 (vingt centimes par litre).

Arr. 3. — Les distilleries ne pourront être situées à plus de six kilomètres de Papeete, l'hôtel du gouvernement étant pris pour point central.

Arr. 4. — L'habitant qui désira monter une distillerie, devra demander l'autorisation au Directeur des affaires européennes, qui transmettra cette demande à l'ordonnateur en y consignant son avis.

L'ordonnateur prendra l'approbation du Commissaire en conseil d'Administration.

Arr. 5. — Si le demandeur désire distiller d'autres produits du pays, que la canne à sucre, il devra, pour chaque produit, obtenir une autorisation, qui avant d'être accordée, s'il y a lieu, sera examinée comme il est dit ci-dessus.

Arr. 6. — Une patente sera délivrée pour l'exercice de la distillation. Son taux sera celui des patentés de négociants et pourra varier annuellement comme ces patentés.

Une seule patente suffira pour la distillation des cannes ainsi que pour celle des autres produits; mais la patente devra porter toutes les autorisations.

Arr. 7. — Tous les articles de police de l'arrêté du 15 juillet 1857, ensemble celui du 15 juillet 1859, non contraires au présent arrêté sont et demeurent maintenus et sont applicables à l'habitant muni de la patente de distillateur.

Arr. 8. — L'ordonnateur et le Directeur des affaires européennes sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Message* et au *Bulletin Officiel*.

Papeete, 24 Avril 1860.

E. G. de la RICHERIE.

Par le Commissaire général p. 2
L'ordonnateur présente.

C. M.

PARAU RH AAMU

TE UBI MATAU I TANAIHO A.

OIA EOU

TE PARAU NOTE TATAU MUTAKUTA NO TE MOANA.

Parau i hauhau hia i te reo no te Sabot i manari acuu.

IV.

TE TATAU O TE MATATO.

Et haapai minni à ra hei o Michel e tiai, mai to rato i reva rao mai le fenua maria o Ais tamau maro mai si te tampon iaparai i niaha iana. Ei teinei, ore noa 'tu i oia te revo noate i te iao, te leihua noa ra ete rao a la rasfira tiai i niaha iada; o nifaro, hia hoi, e ana tehoe parau a Martillo a petupau nei ai tomo, mau boia matero, i te vali di i oia ra e i tehoe hoi rai pori noa. Uaia noa hia ra hoi te hore o te parau a tasa taporasi-pai, o te hauhau i te asua onipa mutakutu ana ra tana e'imi. E u fastere hauhau oia i tasa parau savaus nasa rai te feia ravaui, e i te manu matero hoi te Tahoro piro. I tenei ra hoi, sita oia i fauheru isanaho en hou raa, un rave mai ra hoi i te hore o te Episotele i papahaia e Paulio i Korintheia.

E ua parau alura oia, oiaile au i tehoe matero, o tei tae hou i rolo te paperi i te iao te washu, o tei tae hou i te rima i rolo i te biou phaa, e o te ora mai boia ina tana fino ahure e ihapaha tu, itera tan, i tera tan.

Aita ra hei Michel i parau aloa 'tu mai te Apotelelo ra e: « Te teotoe nei au, i emea e, o van tasa tasa raa, »

Le Chef de Division, Gouverneur des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial près les îles de la Société.

À la demande à lui adressée par M. Manson négociant à Papeete;

Voulant encourager toutes les industries et particulièrement celles qui peuvent développer la production agricole;

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843;

Sur la proposition du Directeur des affaires Européennes.

ARRÈTE :

Le Sr. Manson est autorisé à établir une distillerie à Taosoa, dans le district de Pare. Les produits de cette distillerie destinés à l'exportation ne pourront être consommés sur les lieux, qu'après avoir acquitté les droits spécifiés par les tarifs en vigueur.

Il sera tenu de se conformer à tous les arrêtés de police sur la vente et la fabrication des alcools et ceux qui pourraient être faits ultérieurement.

Papeete, le 31 Janvier 1857.

Et DU BOUZET.

(2)

Le Commandant Particulier, Commissaire Impérial p. i. aux îles de la Société,

Considérant combien il importe pour la prospérité de Tahiti que tous les efforts soient dirigés dans le but d'encourager l'agriculture, et conséquemment le commerce d'exportation;

Après avoir consulté le Conseil d'Administration et avoir entendu les personnes notables qui, par leur position et la nature de leurs affaires, pouvaient élucider cette question importante; sur leur avis emançant que la fabrication du sucre aidée par la distillation des résidus de la canne est la branche d'industrie qui offre le plus de chance de succès;

En vertu de l'Article 7 de l'Ordonnance du 28 avril 1843.

ARRÈTE :

ART. 1^e. — Tout propriétaire se livrant à l'industrie sucrière à Tahiti et qui justifiera de la production de 25,000 kilogrammes de sucre au minimum, est autorisé à distiller accessoirement des rhums et tafas avec les déchets et sirups de sa sucrerie.

Toute autre distillation est interdite; particulièrement celle de jus de canne ou veson.

ART. 2. — Tout sucrier qui voudra monter un alambic sur sa propriété, devra en faire la déclaration au moins quinze jours à l'avance au bureau des affaires Européennes.

Après avoir enuméré tous les désagréments qu'entrainera la munition d'un navire, il conclut, comme la première fois, en déclarant qu'il fallait être dépourvu de ses coûts pour initier un pareil feu.

Calimard, à la vérité, révèle jusqu'au bout la pression du quartier-maître, mais le capitaine d'armes n'avait entendu que ce dernier, dont les paroles furent rapportées, dès le lendemain, au lieutenant de la frégate.

— Michel Martaillat est donc décidément un homme dangereux? dit l'officier.

— Très-dangereux, capitaine, répondit l'adjoint, il est capable de démonter tout un équipage.

— Continuez à surveiller le prétendu trouvez-nous un grief plus solide, il est temps de lui enlever tout crédit.

— Oui, capitaine, il faut le démonter sur l'avant, le casser comme verre!

— Mais, que diable! c'est un excellent matelot, un vrai maître de manœuvre.

— Et à mon dire, sauf votre respect, capitaine, c'est un lâche qui ne saura jamais la charge en doux temps, et ça porte les galons de caporal!

— Un lâche! c'est possible! mais n'a-t-il pas une médaille?

— Je n'en sais rien. S'il en a une, il faut qu'il l'ait volée; quand on tient des propos pareils à ceux que j'ai entendus ce soir, on n'est pas hon marin ni bon soldat.

Li-dessous, le grand inquisiteur de la frégate fit un salut militaire et alla continuer son active surveillance.

Vers midi, un incendie éclata dans le palais du marquis

qui, en produisent un certificat constatant que la quantité de 25,000 kilogrammes de sucre a été fabriquée sur sa propriété.

Le certificat sera délivré par l'agent officiel indiqué à l'article 5 ci-après.

ART. 3. — Les fabricants de rhums et tafas pourront vendre leurs produits pour être consommés dans le pays, mais seulement par mesures de cent litres au moins, et sur la présentation par l'acheteur d'un permis et de l'accord du droit de consommation, lequel est fixé aux 2/3 de celui qui frappe les eaux-de-vie et tons autres spiritueux à l'entrée dans la Colonie.

La vente en détail ne pourra avoir lieu que dans les cabarets.

ART. 4. — Quand il s'agira de vente pour l'exportation, avis en sera donné au Directeur de la Douane par les soins du vendeur, ainsi qu'il envoie sur les lieux un agent qui assistera aux opérations du chargement, constatera les quantités embarquées et visera le récépissé délivré par le capitaine, dont il caverra un double au Directeur de la Douane.

Cet agent sera logé et nourri à la fabrique pendant la durée de l'opération.

ART. 5. — Les alambics ainsi que les vases, fûts, etc., destinés à contenir les rhums et tafas seront jaugés, numérotés et marqués de la marque particulière du souciere. Cette opération sera faite par un agent de l'administration en présence du fabricant ou de son représentant, et il en sera dressé procès-verbal.

Le fabricant devra tenir un livre de comptes de fabrication et de vente parfaitement en règle, auquel seront annexés les reçus et permis d'acheter des débitants et les reçus des capitaines de commerce.

Le compte de fabrication fera connaître la quantité de kilogrammes de cannes employées, le rendement des cannes en kilogrammes de sucre et en litres de rhum et de tafa.

Ce livre sera représenté à toute réquisition, à l'agent du Gouvernement en tournée qui pourra vérifier aussi si les quantités existantes en magasin sont bien les mêmes que celles portées en écriture.

Le fabricant sera tenu, du moment où sa fabrique commencera à fonctionner, de faire un état des lieux, et de faire reconnaître les magasins qui devront renfermer les pièces d'alcool. Il ne pourra pas en conserver dans une autre partie de son établissement.

DES CONTRAVICTIONS ET PEINES.

ART. 6. — Sera puni d'une amende de cinq mille francs et d'un emprisonnement de six à trois mois, celui qui aura distillé sans déclaration préalable des rhums et tafas, oudes spiritueux dont la fabrication est interdite.

Dans l'un et l'autre cas, l'alambic et le mobilier qui en dépend seront confisqués.

ART. 7. — Sera puni des mêmes peines le fabricant qui vendra au détail des spiritueux.

Et si a oti sera toma fa'a de raa i te mani mo alos a tupu mani no roto i te faasora haerua i te taata, ua faooti libora oia mai fei te matamua ra; i te parau raa e, ua seoso seau his te taata i pae ai i te haapao raa ra a te neneva mai te raeo te horu.

Ua faata hua hoi Calimard i te parau a te taporari, o teie anae ra hoi ta te rauira tiai faasora, e la poipo ae, titihou bua tura oia i faux mau parau alpa ra i te rauira paraparau o taea pahi ra.

Ua parau maite te rauira. E toata haapao raa ino raa masof taga taata nei o Michel?

— Ua parono atura i te taati. E tanta ino roa oia e tan rauira, ananabi te manu matero shoa e ino roa iana.

— Oia, e hiopoa malete oia ona, e imi a i te telou pari rau huva teahua roa 'tu, e ei reira faou et tamata i te faaimo roa 'tu.

— Oia noaiho, e te rauira, e fasiina hua 'tu a iana i mea roa, e valava hua 'tu qui te ask hio ra.

— Edha raa, e imateo maitai roa hoi, i te parau raa a te Rauira politi.

— Ei tan'i nerai parau raa, e taata faufua ore roa oia, e ore roa oia e horu taata e horu i se; e ingaha hor, eti maitai iana i tapao taporari.

— Ei taata faufua ore ! oia paha ia ! are anei ra hoi taata e fiafa ?

— Aida vas i ile. E felia tana ra, e makere ia, e mea hia mai : ia fauhiti noa 'e ho! te taata i te parau josi iau i fuaroa aenei i teinehi ahiahi, ua iea hia ia, e ere te maitai maitai, e e are atoa hot i te fiaehua maitai.

I reira libora taata hamano ino ra i te arobs raa 'tu i te rauira, e haere fauhou atura i tana chipa hiopoa raa.

art. 8. — Tout individu qui aura acheté des rhums et liquides dans des quantités autres que celles autorisées, après l'ouverture d'une amende qui ne pourra être inférieure de deux francs ni au dessus de deux centimes avec confiscation des vases et de leur contenu.

art. 9. — Sera punie des peines portées à l'article 6, celui qui aura vendu des spiritueux falsifiés et qui seraient mêlés d'une substance étrangère à la fabrication, sans préjudice de l'application des dispositions du code pénal, dans le cas où cette substance serait d'une nature malaisante.

Les cas de récidive pour les articles 6, 7 et 9 entraîneront toujours le retrait de l'autorisation de distiller.

art. 10. — Sera punie d'une amende de 100 à 200 fr.

Le fabricant qui aura embarqué des taffas et des sucre-sans en prévenir le Directeur de l'É. Douane, ou qui ayant avis en son fondement aura commençé l'embarquement avant l'arrivée de son agent.

Celui qui se servira d'appareils à distiller non jaugeables et estamponnés.

Celui qui refusera de représenter ses livres sur la réception de l'agent du Gouvernement, ou qui les représentera mal tassus et ne pourront servir à une vérification immédiate.

Celui chez lequel il sera trouvé des rhums et taffas dans un autre local qu'il n'a indiqué en l'état des lieux. Dans ce dernier cas, les taffas rhums et taffas seront, en outre, confisqués.

art. 11. — Dans tous les cas ci-dessus, la récidive pourra entraîner le retrait de l'autorisation de distiller.

art. 12. — Les agents des Douanes et les Gendarmes pourront constater les contraventions aux dispositions du présent arrêté, sans l'assistance d'autres agents.

Le défaut de formes dans les procès-verbaux de constatation n'en entraînera pas la nullité.

art. 13. — Les poursuites seront dirigées et les tribunaux saisis conformément à l'article 182 du code d'instruction criminelle.

art. 14. — Le prochain des amendes et confiscations sera reporté de la manière suivante,

Savoir : si l'on trouve à la Colonie 13 aux colporteurs et à ceux qui auront fait découvrir la fraude.

art. 15. — L'Ordonnance faisant fonction de Directeur de l'Intérieur et le Directeur des Affaires Européennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré par lui-même, sera et publiée et insérée au bulletin officiel de l'Océanie.

Papeete, le 15 avril 1867.

Ce. Pouhi

{ 3 }

Le GOUVERNEMENT PARTICULIÈRE, COMMISSAIRE DÉPARTEMENTAL.
Vu l'Arrêté en date du 26 avril 1867, établissant les conditions à remplir par les planteurs de cannes à sucre qui voudraient distiller des Rhums et Taffas.

des Golpahors. Aussitôt, à bord de la *Bellone*, on lit armer la chaloupe et le grand canot. La pompe à jet continue, des seaux, des bâches y sont furent descendus; les charpentiers et calafats, plusieurs officiers et élèves de marine s'y embarquaient avec les rameurs; le maître de manœuvre reçut l'ordre de désigner, en outre trois marins d'éclat, — il choisit tout d'abord Calmard et Martaille.

Le capitaine d'armes n'avait rien à dire, mais il s'adjoint à l'expédition dès le bout d'exercer sa police sur les travailleurs lorsqu'il serait à terre.

Calmard se trouvait les mains, Michel-Martaille greignait :

— Tu es un enfant, maladot, disait-il, voilà que tu rejoignis, pourquoi ? Est ce à nous d'élèvrons ce feu-la ? Sommes-nous embourbes pour empêcher les Portugais de se réfugier si ça les amuse ?

Calmard connaissait l'idée fixe de son vieux camarade, et souriait bonement.

Un quart d'heure au plus s'était écoulé, quand les gens de la *Bellone* arrivèrent au pied du monumennt qui brûlait. La populace effrayée, les accueillit par des cris d'espérance, eux s'empêtrèrent des échelles; les officiers firent fermer la chaussée, la posse commença de jouer. Le capitaine d'armes avait dit au quartier-maître de rester avec lui, pour forces le peuple à se posser les seaux. Michel partit d'abord accepter sa partie de grand cœur.

— Au fait, murmura-t-il, c'est l'ordre, je fais mon service, je suis payé pour ça !

G. DE LA LANDELL.
La suite du prochain numéro.

Vu la nécessité de donner une interprétation précise à quelques articles de cet arrêté;

Sur la proposition de l'Ordonnance provinciale;

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 26 avril 1867;

De l'avis du conseil de gouvernement;

ARRÊTÉ

Article 1^{er}. — Les articles 6, 7 et 8 de l'arrêté du 15 avril 1867 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1^{er}

Tout propriétaire se livrant à l'industrie de la fabrication de spiritueux, qui justifie de la certitude de pouvoir produire convenablement de telles quantités, et qui a été autorisé à distiller, administrera nécessairement des Rhums et Taffas avec les eaux et serapes et sirups de la sucre.

Toute distillation est entendue, particulièrement celle des jus de canne ou vacan.

ARTICLE 2

Tout sucre qui voudra porter un alambic sur sa propriété, devra en faire la déclaration au moins quatre jours à l'avance au directeur des douanes, ou au préfet, ou au commissaire d'arrondissement, qui vérifiera que la quantité de 20 000 kg. de sucre fabriqué sur sa propriété.

Ce certificat sera délivré par l'agent officiel indiqué à l'article 3 respect.

ARTICLE 3

Sur tout point d'usine, ou sur un atelier d'empêtrage, ou sur un magasin, où l'on fabrique ou distille sous déclaration préalable des Rhums et Taffas, ou autres spiritueux dont la fabrication est interdite.

Il sera fait contrepartie Falaise et le moindre qui est dépendra seront confisqués.

ARTICLE 4

Sur tout point d'usine, ou sur un atelier d'empêtrage, ou sur un magasin, où l'on fabrique ou distille sous déclaration préalable des Rhums et Taffas, ou autres spiritueux dont la fabrication est interdite.

Dans l'un et l'autre cas, l'amende sera de 100 francs qui dépendra seront confisqués.

ARTICLE 5

Sur tout point d'usine, ou sur un atelier d'empêtrage, ou sur un magasin, où l'on fabrique ou distille sous déclaration préalable des Rhums et Taffas, ou autres spiritueux dont la fabrication est interdite.

Dans l'un et l'autre cas, l'amende sera de 100 francs qui dépendra seront confisqués.

Article 2

Tous les autres articles de l'arrêté du 15 avril 1867, seront édictés sous les règles et le gérant.

Article 3. — L'ordonnance faisant fonction de directeur de l'intérieur et le directeur des affaires européennes sont chargés, dans ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré par lui-même sera et insérée au journal officiel de l'Océanie.

Papeete, le 15 juillet 1867.

E. C. de la RICHERIE.

La hura avates e ura ihora te fare o te taata mana ra o te Marquis des Golpahors. Ua fuu hisa te taata i mia i na poti tarahi o taata yahi o a Bellone, ma te pane, e te patate ; te feia tamata 'osa hoi e te mao taata lotamu ; e ravaerahi 'osa hoi te Raatira e te amu taatu e te heare alau raa e te feia hua ; e ua hua alau hoi te raatira polini e ua hua alau mai e ua matere inio e toru alau ; o Calmard e o Martaille na tana i nangi.

Aila roa 'tu ua tana matire, iia paru e paru, ua haere alau iia tana tere ra, e hippoc haere te feia tave ohia, na tae ole ratou i ita.

Oreng noa 'tura Calmard i tona rimu te osoa ; area Michel Martaille matuematua nos 'tura ia, e meua raa 'na e. Mai te aua mana ra e ee hua, cada hoita e osoa ia ? O tagof aua tana te mao tarahi anah ? Tajatane ia ohia iia al-entia e le pahi e tapae i to Potiki, claha e tona par iia noa ia e tagof, mai te meua e, ia tae ole ratou i ita.

Ua rea roa Calmard i te mao e tana au tabio naga ra, et alia paru nos 'tua, ua alia noa.

Aore aua hoi te mao tarahi o Bellone i pihiahi i tana fare ra e. En te metatoh raho e to reto, alio ra, faris hia maiha raa 'na e. Te mao tarahi i te mao tarahi i te mao tarahi e. Te mao tarahi i te mao tarahi i te mao tarahi e. Ua faune stu tarati mutoi ia Michel e parabi i pihiahi osoa, e meua alio i te mao tarahi e afai i te patete val. Hapelia no hoi e, ua tarahi oia i tana ohia ra ma le osoa, e ua nua aera.

Eaha-i aua hoi, inaha e meua faune hia mai, le rava nou nei e van iia u ohia i tarahu hia 'i hoi au.

G. DE LA LANDELL.
(Et le Vea i miso nei te toe.)

nous extrayons du Courrier des Etats-Unis la nouvelle suivante qui nous paraît devoir fortement intéresser tous les résidants de Taïti. Un jour viendra peut-être, où notre île si belle sentirà le besoin de se rapprocher à ces communications rapides. Nous n'en saurions douter, ce serait pour le pays un grand pas de fait vers le progrès et vers la prospérité générale et de tout un chacun.

DE SAINT-Louis A SACRAMENTO. — En attendant que le gouvernement fédéral et les trois Etats du Texas, de la Californie et du Missouri unissent leurs efforts pour construire une ou deux voies ferrées à travers les Montagnes Rocheuses, les moyens de communication entre la vallée du Mississippi et les côtes du Pacifique deviennent de plus en plus faciles. Déjà la ligne télégraphique qui doit relier l'orient et l'occident de la république s'étend sur une longueur de 600 milles, — 350 de Saint-Louis à l'Ouest, et 250 de Sacramento aux Montagnes Rocheuses. Grâce aux progrès de cette entreprise, le courrier transcontinental pourra en arrivant à la dernière station télégraphique de la Californie, prendre les dernières nouvelles de San-Francisco et les laisser ensuite à la première station de Missouri, d'où elles seront envoyées aussitôt à New-York sur une ligne télégraphique non-interrompue de 6,500 milles. La presse associée de New-York fait aussi construire un embranchement de cette ligne pour relier le territoire de l'Ulah et Saint-Louis. Ce n'est pas tout. M. James Haworth, président de la compagnie des diligences californiennes est tout disposé à entrer en arrangement avec le gouvernement central pour établir entre Sacramento et la métropole missouriennne un service quotidien, moyennant une subvention annuelle d'un million de dollars. Cette compagnie est en mesure de faire en 14 jours seulement cet immense parcours et si le gouvernement préfère au courrier en voiture une estafette à cheval, qui sera payée d'après le poids des lettres qu'elle portera, le trajet se fera entre les deux villes en six jours. Ainsi le samedi nous pourrons publier à New-York les nouvelles des événements qui auraient eu lieu le lundi précédent à San-Francisco.

La session de 1860 de l'Assemblée législative indigène s'ouvrira très-prochainement. M.M. les Résidants sont invités à assister à la séance d'ouverture.

ETAT DES BESTIAUX.

Abattus à Papeete, du 19 au 26 Avril 1860.

DATE DE L'ABATTAGE.	NOMS DES BOUCHERS.	NOMS DES PROPRIÉTAIRES.	LIEUX DE RÉSIDENCE.	Espèce des bestiaux.	Nombre.	MARQUES.	OBSERVATIONS.
19 Avril	Gougeot.	J. Oremond	Tautupoo	Taureau	1	G. 2	
21	do.	Administration	Tauvina	do	1	un ancere	
21	do.	Mahino	Tautupoo	Génisse	1	M	
22	do.	Mr. d'Aixier	Papete	Bœuf	1	M	
23	do.	Georget	do	Vache	1	A V	
25	do.	Paeanu	Papeuri	do	1	3	

Vu: Le Directeur des Affaires Européennes,
P. LANDES.

Papeete, le 19 Avril 1860.
Le Commissaire de Police,
Ludger.

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES du 20 au 27 Avril 1860.

DATES.	HAUTEUR BAROMÉTRIQUE.		TEMPÉRATURE.		Moyenne du jour.	Quantité de pluie tombée.	Vents dominants pendant le jour.
	hauteur moyenne	oscillation diurne.	à 6 h. du m.	à 1 h. du S.			
V. 29	755,0	1,1	24,4	29,5	26,9	26,3	O.N.
S. 21	755,3	1,2	24,0	29,9	26,9	26,5	O.N.O.
D. 22	755,5	1,0	24,3	30,4	27,3	26,5	O.N.O.
L. 23	756,5	1,0	24,0	31,0	27,5	26,6	O.N.O.
M. 24	754,7	1,0	23,4	30,0	26,7	26,2	O.N.
M. 25	754,1	1,8	23,6	31,1	27,1	26,3	O.N.O.
J. 26	754,0	1,1	23,8	30,6	27,2	26,5	O.N.

L'imprimeur Gérant, J. ADELAIN,
Typographe du Gouvernement, Papeete.